

# Le CETA, initiative commerciale la plus ambitieuse prise par le Canada

Les revenus du pays de l'érable devraient augmenter de 8,17 milliards d'euros grâce au traité de libre-échange liant Ottawa et l'Union européenne.

LE MONDE ECONOMIE | 20.09.2017 à 11h29 | Par Olivier Mougeot (Québec, correspondance)

Pour le Canada, le CETA revêt une importance particulière. Le 15 février 2017, Justin Trudeau s'était d'ailleurs rendu à Strasbourg pour assister à l'approbation, par les eurodéputés, de ce traité de libre-échange qui lie le Canada et l'Union européenne (UE). Fin juin, le premier ministre canadien avait également demandé au président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, d'appliquer cet accord « *le plus tôt possible* ». C'est aujourd'hui chose faite, puisque le CETA entre en vigueur ce jeudi 21 septembre.

Si Ottawa tient tant à ce que cette entente devienne réalité, c'est parce que l'économie du pays aurait beaucoup à y gagner. Une étude menée conjointement

par le Canada et l'UE, sur laquelle les deux parties se sont appuyées pour lancer les négociations en 2009, souligne ainsi que les revenus du Canada devraient augmenter de 12 milliards de dollars canadiens (8,17 milliards d'euros) par année. L'étude note aussi que 80 000 emplois pourraient être créés dans le pays et que le revenu annuel du ménage canadien moyen pourrait, lui, croître de 1 000 dollars. Des chiffres qui font dire au gouvernement que le CETA « *constitue l'initiative commerciale la plus ambitieuse que le Canada ait jamais prise* ».

Dans les milieux d'affaires canadiens, les espoirs sont grands. En effet, les entreprises vont avoir plus facilement accès à un marché de 500 millions de consommateurs du fait de la réduction, voire de l'abolition, des tarifs douaniers.

De nombreux secteurs devraient donc tirer profit de cet accord : « *Les produits du bois, chimiques et plastiques, l'aluminium, mais aussi l'alimentation, comme le sirop d'érable québécois, les produits de la mer gaspésiens ou encore le bœuf de l'Ouest en sont quelques exemples* », énumère Martine Hébert, vice-présidente de la Fédération canadienne des entreprises indépendantes (FCEI). Et d'illustrer : « *Une entreprise de transformation de poisson en Gaspésie va voir*

*85 % des droits de douane auxquels elle était soumise disparaître progressivement. »*

## Toucher de nouveaux marchés

Surtout, le Canada espère toucher de nouveaux marchés. *« Outre des pays “évidents”, comme la France ou l’Allemagne, les entreprises canadiennes vont investir en Europe de l’Est »*, observe Samir Ayoub, président de la Chambre économique Canada-Europe. Cette organisation a été fondée en 2016 à Québec et se décrit comme une *« plate-forme où tous les entrepreneurs du Canada et de l’Europe se rencontrent »*.

Pour M. Ayoub, le CETA est indispensable à la bonne santé économique du Canada. *« Avec un taux de chômage faible [6,2 % en août] et une population vieillissante, le pays va devoir recourir à de la main-d’œuvre étrangère. L’accord avec l’UE va favoriser la mobilité des salariés, et ce alors que des entreprises organisent déjà des campagnes de recrutement sur le Vieux Continent. »* Ainsi, un contractuel ou un professionnel indépendant pourra désormais séjourner dans le pays de l’autre partie pendant douze mois, au lieu de six.

En outre, le CETA offre la possibilité aux entreprises canadiennes de postuler aux appels d'offres publics dans toute l'UE. Enfin, il pourrait permettre à l'économie canadienne d'être moins dépendante de ses échanges avec les Etats-Unis, alors que l'Aléna (l'accord de libre-échange nord-américain) est en train d'être renégocié.

Le président de la Chambre économique Canada-Europe rappelle aussi que le Canada tient au CETA parce que, politiquement, c'est « *un pays progressiste dans lequel cet accord fait relativement consensus* », au contraire de l'UE, où le traité a été et est encore régulièrement contesté. « *Le Canada est un seul bloc, alors que l'UE, ce sont 28 Etats, ce qui explique peut-être les critiques multiples* », pense M. Ayoub.

Sur le papier, le CETA est donc synonyme de belles promesses pour le Canada. « *Mais il reste à voir comment cet accord va se transformer en actions*, note Martine Hébert, de la FCEI. *Les gouvernements canadien, mais aussi européens, vont devoir aider leurs PME à identifier les opportunités de chaque côté de l'Atlantique.* »

**En savoir plus sur [http://www.lemonde.fr/economie/article/2017/09/20/le-ceta-initiative-commerciale-la-plus-ambitieuse-prise-par-le-canada\\_5188417\\_3234.html#836CdplflvgYVg3R.99](http://www.lemonde.fr/economie/article/2017/09/20/le-ceta-initiative-commerciale-la-plus-ambitieuse-prise-par-le-canada_5188417_3234.html#836CdplflvgYVg3R.99)**